

PEUPLE MALAGASY  
MADAGASCAR

RAJOELINA ANDRY  
PRESIDENT DE LA  
REPUBLIQUE DE  
MAAGASCAR.

LETTRE OUVERTE A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

OBJET : PLAIDOYER POUR L'AUGMENTATION DES RESSOURCES AU  
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE.

Mr le président c'est avec des circonstances extrêmement alarmante du pays que nous vous écrivons cette lettre de doléance afin de pouvoir augmenter les ressources pour le ministère de l'environnement et du développement durable ou MEDD.

Mais vous vous demandez sûrement qui sont ces « Nous » dans cette lettre. La réponse est simple : « Nous » sommes ceux qui sont persuadés que pour un Madagascar prospère tout doit commencer par l'environnement. « Nous » sommes la voix de ceux qui subissent en silence le changement climatique. « Nous » faisons partie de ce peuple dans le Sud obligé de migrer vers des terres plus accueillantes à défaut d'eau dans les nôtres. « Nous » faisons parties de ses enfants qui ont déjà connu la famine alors même que nous étions que dans le ventre de nos mères. « Nous » sommes la société civile qui lutte et interpelle les institutions compétentes de l'Etat, la communauté internationale et des citoyens. « Nous » sommes ces citoyens qui avons voté les élus aux suffrages universels directs pour qu'ils changent notre situation. Pour résumer, nous sommes « le peuple Malagasy ».

Monsieur le président dans chacun de vos discours vous planifiez un Madagascar développer, prospère et compétitif à l'international. Ces buts seront mis en action à travers la politique générale de l'Etat de l'IEM. Un plan très noble, certes extrêmement stratégique pour le futur. Mais le présent en est autrement. Des dangers sont imminents sur le territoire. L'environnement se dégrade de jour en jour et l'avenir des futurs générations malgaches sont incertains.

Selon le ministère de l'environnement et du développement durable, plus de 100.000 ha de forêt sont détruites chaque année. Et pour cause : le Tavy, la déforestation et les trafics illégaux de bois. Ce désastre environnemental est présent dans le pays depuis des décennies à cause des traditions, les coutumes et à défaut de hard-Law sur les mesures de sanctions.

Des conséquences désastreuses résultent de cette dégradation de la forêt. Les pluies se font de plus en plus rare voire inexistante. Cela entraîne un manque d'eau ; qui bouleverse tous les

secteurs clés du développement de Madagascar. Comme le secteur de l'agriculture qui nous le savons compte 80% de la population malgache. Aujourd'hui les paysans souffrent de la sécheresse et les produits tardent à murir ce qui conduit à un prix très élevés des produits déjà sur le marché : le prix du riz ayant augmenté de 40% ces deux dernières années. Dans le secteur énergie, des perturbations en alimentation d'eau sont remarqué et les sources d'eaux sont quasi asséchées. En résulte aussi la coupure de courant en alternatif dans les quartiers de Madagascar.

Le manque d'énergie renouvelable telle que l'eau est un grand souci pour la compagnie JIRAMA dans la mesure où elle doit alors recourir à des carburants. Hélas, cette compagnie ne peut se permettre un tel luxe, elle est obligée de faire des emprunts. Des dettes s'accumulent encore plus et avec les compagnies pétrolières et avec la Banque Mondiale. Pourtant, les usagers de la JIRAMA n'a pas de service satisfaisant et les tarifs augmentent de 80% voire de 100% pour certains et cela depuis la crise du COVID-19.

Cela semble incroyable de constater que la disparition de forêt peut affecter notre vie quotidienne de la sorte. Cela s'explique par l'interconnexion de l'action humaine et tout commence par l'environnement. Raison principale pour augmenter les ressources au ministère de l'environnement et du développement durable.

Le changement climatique est un phénomène qui perturbe le cycle de mère nature. Il n'est plus un mystère pour chacun d'entre nous, nous le subissons quotidiennement. La sécheresse et la famine dans le Sud de l'île en est témoin. Selon l'ONU : « Madagascar est frappé par la première famine due au réchauffement climatique ». Nombreux sont ceux qui migrent pour fuir la famine et la sécheresse. Vers la fin de semaine du mois de Juin, la communauté internationale a été interpellée par la réalité qui sévit à Androy. Le directeur exécutif du programme alimentaire PAM David Beasley ; accompagné de la directrice régionale du Sud de l'Afrique, Lola Castro sont venus constatés les dégâts du réchauffement climatique. Ils se sont rendus compte que la situation était dramatique et à mobiliser la solidarité de la communauté internationale. Ces représentants du PAM, Mr le Président, pensent que : « Le pire est à venir ».

Mais il faut leur donner tort, prouvons au monde que la situation environnementale de Madagascar peut changer. Et pour cela il faut s'en donner les moyens ! Mr le président nous plaidons pour que les ressources au niveau du ministère de l'environnement et du développement durable soient augmenter.

Les ressources sont les moyens de se doter d'une politique environnementale efficace mais aussi pour une meilleure plan d'action et un impact ressenti. Les ressources budgétaires, humaines, techniques-logistiques et juridiques doivent être augmentées pour le ministère de l'environnement et du développement durable pour que la politique générale de l'Etat soit effective.

Tout d'abord, il faut augmenter de manière significative les ressources budgétaires pour le ministère afin qu'il puisse affecter cela pour le développement de l'environnement.

En effet, le programme du ministère est très ambitieux, il se veut également décentraliser pour que chaque région puisse en bénéficier. Mais la réalité est tout autre, les moyens

financiers et techniques qui s'offrent au MEDD sont moindre et donc les actions ne peuvent se réaliser. La loi de finance rectificative de 2020 n'octroie que 1,16% du budget de l'Etat pour ce ministère soit 113, 918, 034, 000 AR pour la mise en œuvre de 23 actions. Ce qui est aberrant alors que certains ministères reçoivent 05 fois plus.

C'est la raison pour laquelle cette lettre s'adresse à vous Mr le président, vous qui êtes chef de l'exécutif et qui est surtout écouté par votre gouvernement conduit par le premier ministre. Le budget est certes réparti par le ministère des finances et du budget MFB. Et ensuite, l'enveloppe que le MFB pense être adéquat est discutée en conseil des ministres et c'est là que le prix final est fixé. Alors pourquoi nous adressons cette lettre de doléances à la présidence ? Seulement parce que seul le président de la république à une influence majeure auprès de son gouvernement pour que la situation budgétaire du MEDD change. LA PGE a pour objectif l'Émergence environnementale. Et dans le plan l'action de l'IEM Les orientations stratégiques sont mises en œuvre dans le cadre de sept (7) axes stratégiques hiérarchisés en deux catégories : les quatre premiers axes (1 à 4) constituent le socle de l'Émergence et les trois derniers (5 et 7) agiront comme des axes d'épaulement. Et l'émergence environnemental et de développement durable est 2<sup>ème</sup> parmi ces 7. IL est donc une priorité dans le PGE. IL faut donc de l'investissement pour que cette émergence aboutisse.

Et il faut dire ce qui est : sans un budget adéquat pour le MEDD aucune émergence ne peut se faire surtout dans les objectifs numéros 3 et 4 sur l'émergence économique. Comme il a été répété mainte fois notre développement économique dépend surtout de la situation de notre environnement. Prenons pour exemple le tourisme qui fait partie intégrante du PIB malgache qui dépend de son environnement surtout le tourisme de nature, d'observation et balnéaire. Du Tsingy de Bemaraha à la beauté d'Isalo jusqu'au patrimoine mondial d'Amobohimanga, ils sont des revenus primordial du pays. Et si des investissements ne sont pas effectués pour la protection de l'environnement, le Madagascar paradisiaque que les étrangers ont connu est voué à disparaître.

Ce n'était qu'un exemple de ce que l'augmentation significative de la ressource budgétaire auprès du ministère pourrait apporter. Mais de l'augmentation du budget du MEDD dépend aussi de recrutement des ressources humaines.

Les ressources humaines sont nécessaires pour une meilleure protection de l'environnement et un développement durable efficace. Le recrutement d'expert environnemental est plus que nécessaire aujourd'hui. L'impact négatif du changement climatique est perceptible à l'œil nu. Des solutions d'expertises doivent voir le jour pour que l'impact positif soit visible à son tour. Puisque Madagascar est un pays décentralisé, en conséquence les éléments doivent être affecté dans chaque régions et non se cantonner dans la capitale. Il ne faut pas oublier que nous sommes une île et que donc les principales ressources se trouvent dans les côtes. Aussi bien les ressources endémiques (animales et végétales) que l'économie bleue. Le plus urgent est surtout le recrutement d'agent sur terrain pour la protection et la suivie évaluation. Le nombre d'agents forestiers sur terrain fait qu'un agent

couvre plus de 60.000 Km<sup>2</sup> de territoire. Alors que ce sont ces agents qui préviennent contre le tavy ou la déforestation. Il faut mettre plus d'éléments pour plus de protection.

Les ressources techniques et logistiques sont les ressources les plus primordiales pour qu'il y ait un réel changement sur la situation de l'environnement à Madagascar. Elles sont les plus proches des situations locales. Tous les équipements nécessaires pour la bonne action de projet dépendent essentiellement de la logistique. Comme par exemple les moyens de locomotion pour les agents de terrain pour le contrôle et la suivie évaluation. Les anti-incendie contre les feux de brousses. Les équipements des personnels forestiers. Une base de donnée pour tous les espèces (animal, végétal etc...) à Madagascar pour les capitaliser. Et bien d'autres encore.

Et enfin mettre entre les mains du MEDD un arsenal juridique pour protéger l'environnement. Nombreuses conventions internationales ont été signées par Madagascar et des textes nationaux tels que la charte de l'environnement et le décret Mecier sont déjà en place. Mais nos lois sont lacunaires et surtout trop soft pour que les citoyens ou entreprises voire des agents de l'Etat les respectent. Il est grand temps de faire chamboulement dans le droit de l'environnement. La première étape est de transformer le soft-law en hard-law pour l'assurance d'un meilleur respect. Tout du moyen la loi servira de moyen de dissuasion pour les trafiquants et les gens qui font la déforestation et la culture sur brûlis.

Un meilleur suivi du décret Mécier serait aussi de rigueur surtout au niveau de la consultation publique et pour les réels impacts du projet sur un territoire. Mettre en place la taxe Carbone et prendre exemple sur la Suède qui est le premier pays à transition énergétique aujourd'hui. IL est la référence des pays européens en énergie renouvelable. Le principe du pollueur payeur doit être l'une des politiques environnementales de Madagascar.

Il serait judicieux aussi un texte qui inclurait l'intégration de la société civile, des jeunes et les acteurs environnementaux dans la processus de décision.

Nous terminerons cette lettre par cette phrase du secrétaire général des Nations-Unis Antonio Guterres "Soit nous sommes unis, soit nous sommes perdus,".

Mr le président, unissons-nous contre ce mal qui nous guette jour et nuit. Notre environnement se dégrade, la famine est présente et le changement climatique est là, Donnez les ressources nécessaires au ministère de l'environnement et du développement durable afin qu'il puisse soigner les maux de l'île.

En espérant que cette lettre ouverte pour augmenter les ressources au niveau du ministère de l'environnement et du développement durable de Madagascar ne restera pas endormi dans un coin du bureau de la doléance de la présidence de la république. Mais qu'elle représentera ces voix qui n'ont pas pu être entendus. Mr le président, il est temps que le pays se réveille.

Avec tout le respect du peuple Malagasy. Veuillez accepter Mr mes sincères salutations !

RASOAFARA JOSETTE ALINE

EDUTIANTE MASTER 2 EN DROIT PUBLIC

25 ANS

0349813239

alinerandria22@gmail.com